

AUDREY DUPLAT
MA2 GÉOGRAPHIE
GESTION ET AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES

COMMUNICATION SCIENTIFIQUE
JUIN 2009

**LA COMMUNICATION SCIENTIFIQUE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT :
ETAT ACTUEL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET ANALYSE CIBLÉE DE 3
PROBLÉMATIQUES DE COMMUNICATION SCIENTIFIQUE EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE**

ANNÉE ACADÉMIQUE 2008-2009
UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES

TABLES DES MATIERES

TABLES DES MATIERES	1
INTRODUCTION	2
1. QUELLE COMMUNICATION SCIENTIFIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?	3
<i>1.1. LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE : MOTEUR DE DEVELOPPEMENT ?</i>	3
<i>1.2. LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE</i>	5
<i>1.3. QUELQUES CONTRAINTES A LA RECHERCHE ET LA COMMUNICATION SCIENTIFIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE</i>	7
<i>1.3.1. LA LANGUE</i>	7
<i>1.3.2. MODE DE COMMUNICATION ET NTIC : LA FRACTURE NUMERIQUE NORD/SUD</i>	7
2. ANALYSES CIBLEES	9
<i>2.1. LA LUTTE CONTRE LE VIRUS DU SIDA, OU LE BESOIN D'UNE COMMUNICATION CIBLEE</i>	9
<i>2.1.1 LE VIH/SIDA EN QUELQUES CHIFFRES</i>	9
<i>2.1.2. LES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION</i>	10
<i>2.1.3. L'UGANDA, EXEMPLE D'UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION REUSSIE</i>	11
<i>2.2 LA LUTTE CONTRE LES PESTICIDES PÉRIMÉS, OU LE BESOIN D'UNE COMMUNICATION CONTINUE</i>	12
<i>2.3. LE DÉPISTAGE DE LA GRIPPE A-H1N1, OU L'INCAPACITÉ TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE DE LA SOUS-RÉGION À Y FAIRE FACE</i>	12
CONCLUSION	13
BIBLIOGRAPHIE	14

LA COMMUNICATION SCIENTIFIQUE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : ETAT ACTUEL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET ANALYSE CIBLÉE DE 3 PROBLÉMATIQUES DE COMMUNICATION SCIENTIFIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE¹

INTRODUCTION

Shannon et Weaver définissent l'acte de communication comme suit : *le message, envoyé par une source d'information et un émetteur et écrit dans un langage, est acheminé vers un récepteur et un destinataire via des canaux*². Toute communication implique dès lors un émetteur et un destinataire, certes, mais également la nécessité de définir un langage commun aux acteurs impliqués, un mode de communication accessible (techniquement) aux protagonistes et qui permet de garantir une qualité optimale de propagation de l'information.

La Communication Scientifique, nous l'avons vu au cours, sollicite non seulement le fait de communiquer, au sens de Shannon et Weaver, mais également de considérer une multitude de notions liées les unes aux autres par cet objectif de transmettre de l'information scientifique pertinente à différents niveaux de complexité en fonction du public visé: la communication, la science, l'information, la vulgarisation, la culture, la compréhension du public. La qualité de la communication scientifique dépendra donc de facteurs socio-économiques et politiques (niveau du secteur de recherche et développement, publications scientifiques, niveau d'enseignement, technologie et mode de communication, etc.) ainsi que culturels (tradition de savoir orale, multiethnicité impliquant généralement une multitude de dialectes, etc.)

L'idée de ce travail est d'appuyer sur le côté relatif du terme « communication scientifique » lorsqu'il s'agit de le replacer dans un contexte économique, politique et culturel différent du nôtre (où capitalisme et mondialisation sont les principaux facteurs d'influence de notre environnement économique, politique et culturel) et par là de poser la problématique suivante : quel est l'état actuel de la recherche scientifique en Afrique subsaharienne³ ? Dans quel contexte évolue-t-elle, en matière de développement, de publications, d'équipement, de technologie, de partenariat, etc. ? Et, d'une certaine manière, quelle est la limite de l'universalité de la science, et par là de la communication scientifique que l'on prône sous nos latitudes grâce au développement incommensurable d'Internet (entre autre). Et puis surtout de souligner la nécessité de communiquer la science – et a fortiori les découvertes, les évolutions, les critiques, les remises en questions – dans une région du monde où le secteur de la recherche est perçu comme une étape inconditionnelle à toute évolution. M. Alieu Sallah, Administrateur assistant adjoint du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) pour l'Afrique déclarait : *Il faut que l'élimination de la pauvreté passe par l'acquisition et le développement de technologies permettant d'augmenter la productivité et les revenus des communautés rurales* (Mwaura, 1999)

Après un bref état des lieux de la recherche et de l'évolution de ce secteur actuellement, le travail ciblera trois problématiques - la lutte contre le virus de SIDA, l'utilisation des

¹ Par Afrique subsaharienne, nous entendons les pays compris dans les trois sous régions : Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale, excepté l'Afrique du Sud

² Définition vue au cours de Communication Scientifique

³ La recherche se focalise sur l'Afrique subsaharienne dans une volonté d'homogénéité de développement et de cohérence au niveau des critères du niveau scientifique et de communication

pesticides par les agriculteurs locaux, le dépistage grippe A-H1N1 – dans un espace géographique restreint mais donc plus abordable puisque plus homogène : l’Afrique subsaharienne.

1. QUELLE COMMUNICATION SCIENTIFIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Avant d’aborder la communication scientifique, il me semble pertinent de présenter un bref aperçu de l’état actuel du secteur de la recherche en Afrique subsaharienne.

1.1. La recherche scientifique : moteur de développement ?

Le continent africain compte environ 13% de la population mondiale, parmi lesquels 50% vivent en état de pauvreté, sans accès à l’eau potable, et 40% souffrent de mal nutrition (Gaillard, 2002). Une question se pose dès lors : doit-on parler de pays en développement ou en sous-développement lorsqu’on aborde la situation socio-économique des pays d’Afrique subsaharienne ? Et au regard de cette réalité de sous-développement, comment se porte le secteur de la recherche scientifique et technique, considéré comme un moteur essentiel de développement ? La situation est épineuse car le secteur ne semble pas être considéré comme prioritaire auprès de l’aide internationale⁴, alors que les experts sont unanimes : l’Afrique doit intégrer la science et la technologie dans ses stratégies économiques pour lutter contre la pauvreté, les maladies et les risques environnementaux. D’après les Objectifs du Millénaire pour le développement présentés par l’ONU en 2002 et appuyés par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), l’émancipation du secteur de la science et de la technologie est primordiale et va dépendre des conditions ci-dessous, d’après l’Equipe du Projet de la science, de la technique et de l’innovation des Objectifs du millénaire. Je cite⁵ :

- *Les pays doivent profiter des projets d’infrastructure pour l’apprentissage des techniques.*
- *La capacité qu’a une société d’adopter une nouvelle technologie est liée à la qualité de son enseignement supérieur.*
- *Les gouvernements doivent encourager les entreprises liées à la science, la technologie et l’innovation par des aides gouvernementales et des incitations fiscales, en favorisant en particulier le développement des petites et moyennes entreprises.*
- *Avec l’aide des pays riches, il faut investir dans la recherche, dont le financement est actuellement insuffisant, dans des domaines qui intéressent en particulier les pays en développement, tels que l’agriculture, la gestion de l’environnement ou la santé publique.*
- *Les organisations internationales et les donateurs doivent s’intéresser à la science et la technologie et renforcer les compétences des pays en développement dans ce secteur.*

En 2007, les chefs d’Etat de l’Union africaine signent la Déclaration d’Addis Abeba sur la science, la technologie et la recherche scientifique pour le développement affirmant *Nous [...] réaffirmons [...] notre objectif commun de faire avancer le développement du continent en promouvant la recherche dans tous les domaines, en particuliers dans celui de la science et de la technologie.*

Or, actuellement, la part du PIB accordée au secteur de la recherche et développement en Afrique subsaharienne ne dépasse pas 1% (le tableau ci-dessous reprend les données de l’UNESCO de 1996, mais les chiffres restent significatifs).

⁴ Voir <http://www.unmillenniumproject.org/documents/13-TF10-science-F.pdf>, consulté le 5 juin 2009

⁵ Voir <http://www.unmillenniumproject.org/documents/13-TF10-science-F.pdf>, consulté le 5 juin 2009

Dépenses de recherche et développement (R&D) en Afrique (\$ US)*

Pays	Année	R&D total	R&D en % du PNB	R&D par habitant	Moyenne par chercheur et ingénieur
Afrique du Sud	1991	1 009 085 838	1,0	26,4	83 382
Bénin	1989	11 132 613**	0,7	2,3	13 217
Burundi	1989	3 379 323	0,3	0,6	19 878
Gabon	1986	1 097 283	0,0†	1,1	5 201
Madagascar	1988	10 213 498	0,5	0,9	44 796
Maurice	1992	11 373 129	0,4	10,5	29 237
Nigéria	1987	21 481 574	0,1	0,3	16 055
Rep. centrafr.	1984	1 558 017	0,2	0,6	7 949
Rwanda	1985	9 071 122	0,5	1,5	127 762
Seychelles	1983	1 899 232	1,3	29,7	105 513

* Taux de conversion en \$ US pour l'année où les données sont fournies

** Estimation

† Légèrement supérieur à zéro

Source : UNESCO, Annuaire statistique de 1996

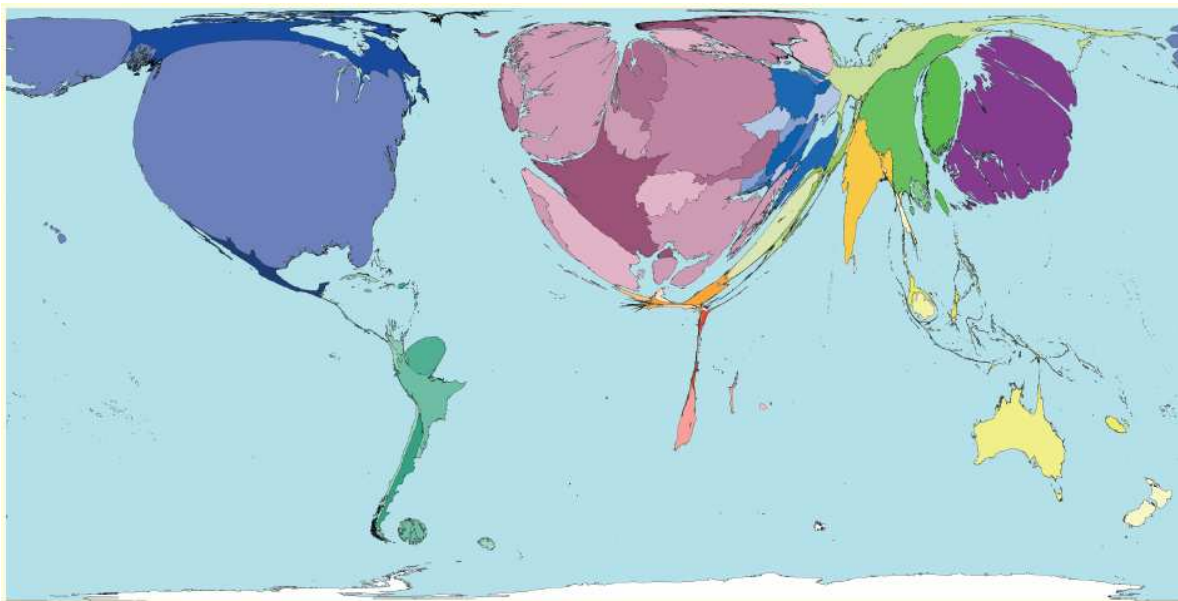
De plus, qui dit recherche dit éducation. Mais au regard des statistiques, la situation de l'éducation en Afrique subsaharienne est tout aussi critique (données ci-dessous ont été publiées par l'UNESCO entre 1997 et 2001):

- Le budget consacré à l'éducation par les pouvoirs publics ne représente que 2,4 % du PIB dans ce secteur, alors que 15 % de la population mondiale en âge d'être scolarisée vit dans ces pays. Par comparaison, en Asie de l'ouest et du sud, 7 % du budget de l'éducation y est dépensé alors que la région compte 28 % des enfants et jeunes adultes. Aux États-Unis, où ne vivent que 4 % des enfants et jeunes adultes du monde entier, 28 % du budget est consacré à l'éducation.
- Les dépenses pour l'enseignement primaire varient entre 0,8% et 2,3% du PIB. L'accès à l'éducation primaire est l'une des priorités fixées par les Objectifs du Millénaire pour le développement (voir point précédant). Il existe toutefois une divergence énorme entre les pays.
- Au niveau de l'éducation secondaire, les progrès sont faibles. La plupart des enfants en âge de fréquenter l'école secondaire sont encore en primaire ; les causes étant principalement un taux de redoublement élevé et une scolarisation tardive. Parmi les 21 pays pour lesquels l'Unesco dispose de chiffres, seulement 19% des étudiants sont inscrits dans le secondaire, la moyenne tombe à moins de 10 % si l'on considère les données recensées au Burkina Faso, Tchad, Guinée, Mozambique et Niger.
- Quant à l'enseignement supérieur, il reste largement marginal. L'Unesco souligne (comme nous le verrons par la suite) que les jeunes universitaires – ou du moins ceux qui parviennent à un haut niveau de recherche - s'exilent. De plus, le secteur des sciences pures semble délaissé, contrairement aux études de lettres, de sciences humaines et de sciences de l'éducation.

Or, nous l'avons vu plus haut, l'essor de l'Afrique subsaharienne ne se manifestera que sous certaines conditions, notamment le développement du secteur de recherche et développement. Sans enseignement de qualité, le secteur ne peut évoluer.

1.2. La recherche scientifique en Afrique subsaharienne

Malgré des efforts considérables en matière d'institutionnalisation et de professionnalisation du secteur scientifique et technique ces trente dernières années (Gaillard, 2002), la recherche scientifique en Afrique subsaharienne est en déroute. Un bref coup d'œil à la carte⁶ ci-dessous suffit pour confirmer l'état précaire dans lequel se situe la sous-région, ne fut-ce que par rapport à l'Afrique du Sud sensiblement plus impliquée dans le domaine de la recherche scientifique et technique. Alors que dans les années 1980, la production publiée par l'Afrique subsaharienne était équivalente à celle des régions adjacentes, l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud (soit 0,5% de la production mondiale) elle s'est nettement détériorée depuis lors.



Carte : recherche scientifique – la taille des pays est représentative du nombre de journaux scientifiques publiés par les chercheurs y résidents

Source : <http://worldmapper.org>, consulté le 5 juin 2009

Le désengagement de l'Etat dans la majorité des pays africains et une diminution consécutive du budget consacré à la recherche et à l'enseignement a entraîné inexorablement la détérioration du potentiel scientifique. Les chercheurs se retrouvent dans une impasse intellectuelle et matérielle : absence de perspective de carrière, délabrement des équipements et des conditions de travail. Il ne leur reste qu'à se tourner vers des bailleurs étrangers (les fonds étrangers proviennent pour 52,2% d'organismes internationaux et 5,9% d'industries ou de fondations privées étrangères) (Gaillard, 2002) ou à s'exiler.

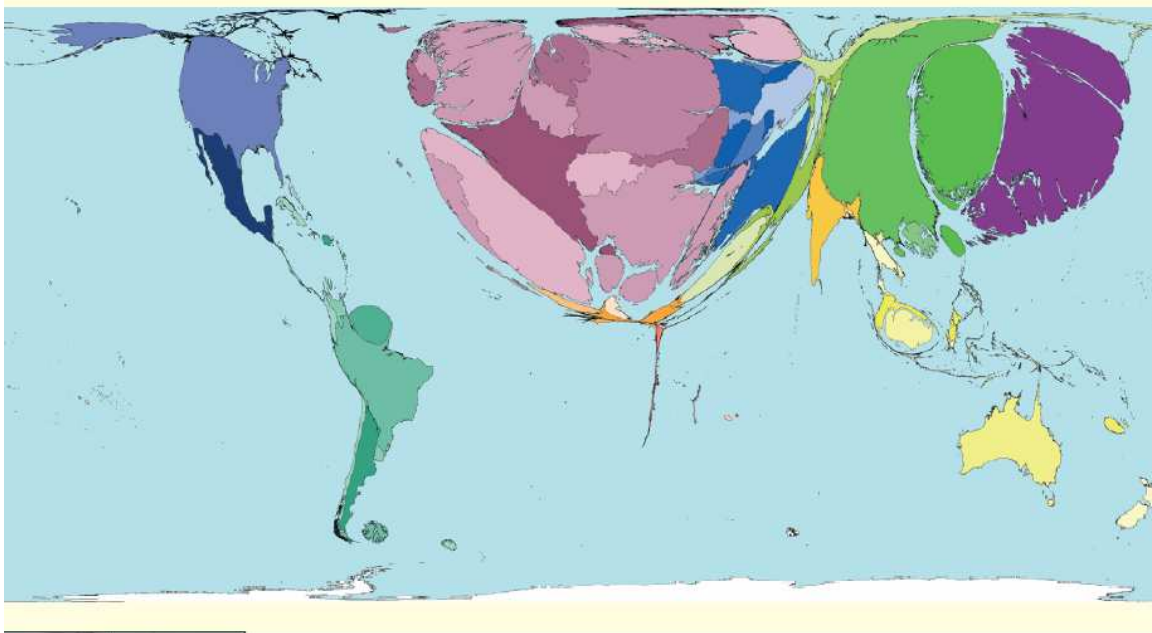
Les freins à la recherche scientifique sont :

- L'accès aux diplômes de 3^{ème} cycle

⁶ Les cartes présentées dans ce travail sont issues du site <http://worldmapper.com>, en référence au livre « Atlas du monde réel ». On parle de cartogramme lorsque les surfaces des pays sont proportionnelles aux données statistiques correspondantes.

- Les salaires trop faibles, voir inexistant
- Le financement de la recherche insuffisant
- Les lacunes au niveau technologique
- L'exode des cerveaux

L'évolution de la recherche scientifique entre 1990 et 1997 ne laisse présager rien de très encourageant. Le continent africain est quasiment inexistant dans la carte ci-dessous, représentant la croissance du nombre de journaux scientifiques publiés par les chercheurs.



Carte : Développement de la recherche scientifique – la taille des pays indique la croissance du nombre de journaux scientifiques publiés entre 1990 et 2001 par les chercheurs résidents
Source : <http://worldmapper.org>, consulté le 5 juin 2009

D'après les recherches de Gaillard (2002), l'Afrique subsaharienne s'intègre de la deuxième à la cinquième place dans une classification des *producteurs de sciences* en Afrique, l'auteur se référant au nombre de travaux indexés entre 1991 et 1997 dans la base de données PASCAL. Les pays de la sous-région sont caractérisés par une production scientifique inférieure à 27% de la production continentale (jusqu'à moins de 20 publications annuelles) et ciblée sur un nombre limité de discipline :

Classement	Pays	Caractéristiques
Groupe 1	- République d'Afrique du Sud - Egypte	- 49% de la production scientifique du continent. - Ils couvrent les 71 disciplines reprises dans le classement utilisé
Groupe 2	- Nigéria - Kenya - Tunisie - Maroc	- 26% de la production scientifique du continent
Groupe 3	- Algérie - Côte d'Ivoire - Cameroun - Sénégal - Tanzanie - Zimbabwe - Ethiopie	- produisent entre 70 et 200 travaux par an, spécialisés dans un nombre restreint de disciplines
Groupe 4	- Soudan - Ghana	- produisent entre 20 et 70

	- Burkina Faso - Ouganda - Malawi - Zambie - Gabon - Bénin - Mali - Togo - Gambie - Congo - Madagascar - Niger	publications par an
Groupe 5	Les pays restants sont dépendants de quelques chercheurs nationaux ou internationaux et ont souvent été victimes de guerres et d'affrontements dont ils subissent encore aujourd'hui les conséquences dévastatrices	

Source : Gaillard (2002)

Ce bref état des lieux met en exergue l'urgence de reconsidérer le secteur de la recherche scientifique et du développement en Afrique subsaharienne, perçue comme un vecteur majeur de développement. Les Objectifs du Millénaire des Nations Unies ont posés des ultimatums. Seul l'avenir nous dira jusqu'à quel point ils auront été respectés.

1.3. Quelques contraintes à la recherche et la communication scientifique en Afrique subsaharienne

1.3.1. La langue

La littérature relative à la communication et l'information scientifique en Afrique est unanime : en dehors du niveau urbain et/ou universitaire, donc d'une certaine élite sociale, se pose la question de la langue. La communication scientifique est soumise aux contraintes culturelles d'une part, en considérant que ces pays sont majoritairement à tradition orale, et socialement d'autre part, puisqu'ils font partie des pays ayant un taux d'analphabétisme et de multilinguisme les plus élevés. D'où le besoin de médiateurs pour transmettre la connaissance – la connaissance scientifique ici en particuliers.

Il faut lever la barrière de la langue car la communication en français rend inaccessible et inaudible les connaissances. [...] Les concepts ne sont compris que lorsque l'animateur parle en bambara ou en peul. Mais c'est un enrichissement de la langue maternelle par une terminologie scientifique (Sabrié M-L)

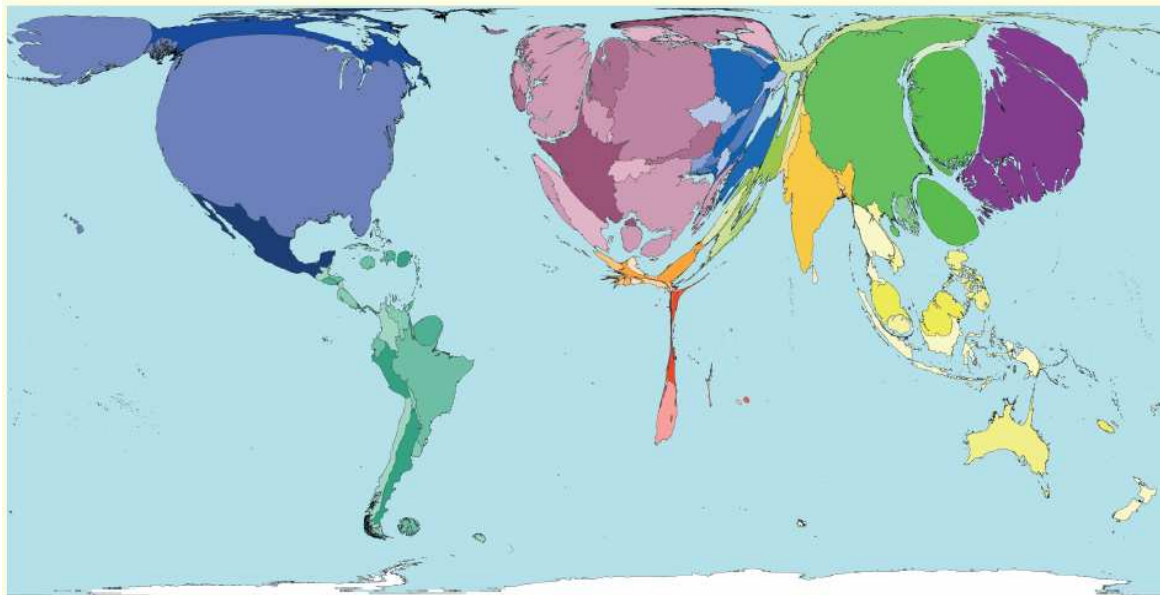
Un médiateur, membre d'une association burkinabé souligne : *Il y a des choses simples : repartir de leur quotidien. Et leur quotidien c'est quoi ? C'est la cuisson, c'est la bouffe, c'est la mobylette, ... Il faut regarder comment ils vivent, tout simplement [...] Le problème, c'est vraiment qu'on a fait [de la science] un objet à part (Sabrié M-L).*

Le message scientifique optimal est donc celui adapté à la population cible. Les représentations théâtrales, les sketches et les bandes dessinées sont des alternatives de vulgarisation de plus en plus prisées puisqu'ils peuvent associer rigueur scientifique et souplesse linguistique.

1.3.2. Mode de communication et NTIC : la fracture numérique Nord/Sud

L'étude publiée par Gaillard (2002) révèle que 53% des scientifiques interviewés ont accès à internet, et 46,9% ont accès à des bases de données bibliographiques (l'étude est effectuée en

2000). La carte ci-dessous illustre extrêmement bien l'état d'isolement dans lequel est plongée l'Afrique en considérant l'accès au réseau Internet, pour les chercheurs autant que pour la population.

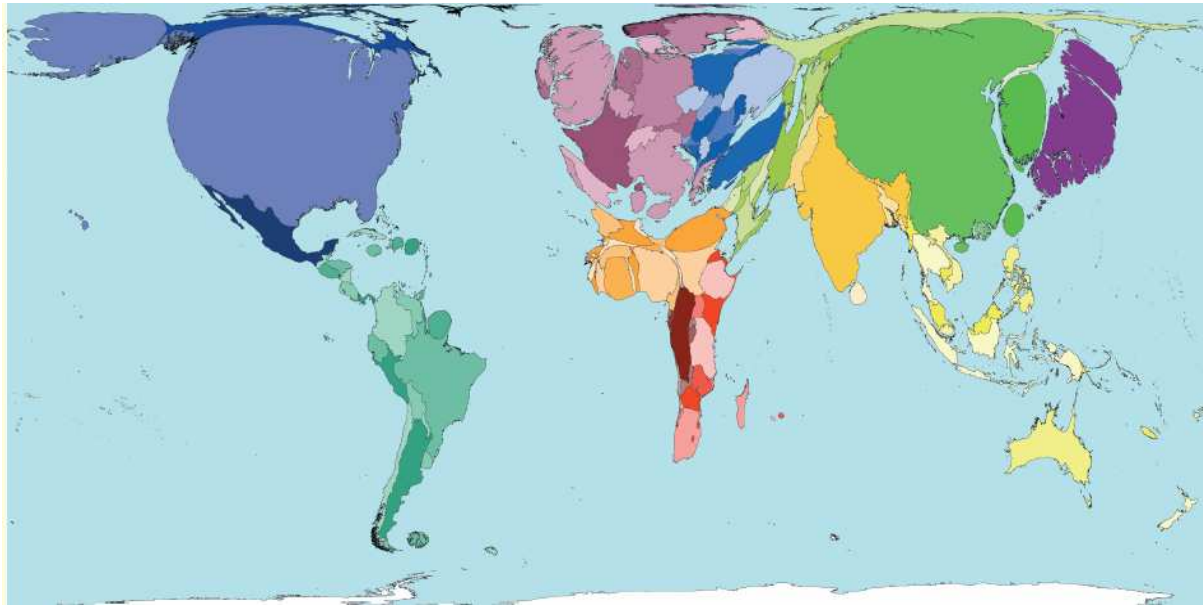


Carte : Utilisateurs du réseau Internet en 2002 – La taille des pays montre le nombre de personnes qui utilise Internet en 2002

Source : <http://worldmapper.org>, consulté le 5 juin 2009

Au niveau de la vulgarisation de la science par Internet, les initiatives émergent : les sites Scidev.net ou encore scienceinafrica.co.za viennent combler un manque en matière de vulgarisation scientifique accessible. Pour le PNUD : *les NTIC offrent une opportunité sans précédent dans la lutte contre la pauvreté, « Internet fait tomber les barrières géographiques, accroît l'efficacité des marchés, crée des opportunités de revenu et favorise la participation à l'échelon local ».* Il suscite un immense espoir dans la jeunesse scolarisée [...] autant de fenêtres ouvertes sur les plus grandes bibliothèques scientifiques et techniques du Monde, autant de postes de lecture de la presse internationale, autant de vecteurs accélérant la circulation des idées... (Renaud, 2001). Toutefois l'accès à un ordinateur, qu'il soit personnel ou communautaire reste limité.

La carte ci-dessous représente la proportion des radios utilisées dans le monde. Elle est, à mon sens, une illustration intéressante de l'adaptation des créneaux potentiels de communication entre les différentes régions du monde : il n'y a pas de doute que pour cibler la population d'Afrique subsaharienne, la radio est un vecteur qui touchera beaucoup plus d'individu qu'Internet.



Carte : Proportion de radios dans le monde -

Source : <http://www.worldmapper.org>, consulté le 5 juin 2009

2. ANALYSES CIBLEES

2.1. La lutte contre le virus du SIDA, ou le besoin d'une communication ciblée

2.1.1 Le VIH/Sida en quelques chiffres

L'Afrique est malade. Malade du sida qui tue ses enfants, parfois même dès la naissance. Sur les 30 millions de personnes vivant aujourd'hui dans le monde avec le virus du VIH, les deux tiers, soit plus de 20 millions de personnes, se trouvent sur le continent africain. Et, pour la première fois, en 1997, le nombre de décès dû au sida, soit plus de deux millions, a dépassé le chiffre des décès dû au paludisme. C'est dire l'ampleur de l'épidémie. C'est dire aussi la détermination qui doit être la nôtre pour combattre la maladie [...]

Extrait du discours de Bernard Kouchner,
Colloque sur les africains subsahariens face au Sida, novembre 1998

Plus de dix ans ont passé et les chiffres n'ont fait qu'augmenter (les données ci-dessous ont été publiées par ONUSIDA pour l'Afrique subsaharienne) :

- Le sida est la première cause de mortalité ;
- Plus de 22 millions de personnes vivent avec le VIH ;
- Le nombre de personne nouvellement infectées par le virus en 2007 est estimé à 1,9 million ;
- 1.7 millions de jeunes de 15 à 24 ans et 590.000 enfants de moins de 15 ans sont infectés par le virus du Sida en Afrique subsaharienne ;
- Le taux de prévalence y est de 7,7% (inférieur à 2% pour les adultes dans plusieurs pays d'Afrique centrale et de l'ouest, supérieur à 15% dans sept pays d'Afrique australe (Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland, Zambie, Mozambique et Afrique du Sud)) ;

- Les taux de prévalence les plus préoccupants chez la femme enceinte sont: au Swaziland, 34,5% dans les zones urbaines et 32% dans les zones rurales et au Botswana respectivement 32% et 34%.
- Au Cameroun, on estime que pour la tranche d'âge des 15-24 ans, 1 jeune sur 16 est contaminé. Autrement dit que sur une classe de 70 élèves, 8 seraient séropositifs. En République Centrafricaine, si 100 écoles ont du fermer en 1990, c'est à cause du décès des professeurs. Et, 85% des 300 instituteurs morts en 2001 étaient tous séropositifs.

2.1.2. Les campagnes de sensibilisation

Le VIH/Sida est considéré comme l'une des principales causes de sous-développement de l'Afrique subsaharienne puisqu'il freine considérablement tout développement en minimisant l'espérance de vie, en limitant la main d'œuvre potentielle puisque décimant les classes d'âge économiquement actives etc.

Dès lors, comment s'organise la communication dans la lutte contre le VIH/Sida en Afrique subsaharienne ? Et comment l'information est-elle perçue par les populations ? Quels sont les canaux à privilégier ?

La science et la communication ont du mal à supplanter la puissance de croyances coutumières et les usages et coutumes de certains milieux. Il n'est pas nécessaire de chercher des exemples dans les espaces ruraux les plus reculés: l'université est un lieu béni pour la propagation de l'épidémie : les rapports sexuels entre professeurs et élèves corrompus sont une réalité omniprésente sur les campus. Voici deux autres exemples illustratifs de la complexité communicationnelle de la lutte contre le VIH/Sida :

Le premier exemple illustre le poids de la culture et des pratiques rituelles comme obstacle à la lutte contre le virus VIH. Il met en avant deux notions - la famille et le courage – (extrait de Gueye B., 2002) :

[...] au nom de la conservation de la lignée familiale, dès qu'un membre de la famille décède on le remplace par un autre partenaire au sein du clan ; ce qui du coup favorise la transmission sexuelle du virus du sida.

Quant au courage, il se manifeste lors de la circoncision de toute une classe d'âge dans le même village. À cette occasion l'infirmier traditionnel tranche avec le même couteau tous les prépuces des enfants qui en aucun cas ne doivent se dérober, au risque de jeter la honte sur toute leur famille. Évidemment cette pratique favorise également la transmission du virus par le sang.

Le deuxième exemple est une anecdote que le Professeur de Maret expose lors de son cours d'Anthropologie Culturelle et Sociale I donné à l'Université Libre de Bruxelles et qui est pour le moins significatif de la subjectivité des messages scientifiques : un groupe d'experts d'une ONG quelconque s'est rendu il y a quelques années dans un village d'Afrique de l'Ouest. Ils ont rassemblé les villageois afin de les sensibiliser au danger du VIH/Sida, et donc de les initier entre autre à l'utilisation du condom. En guise de démonstration et pour que la population puisse « s'entraîner », ils ont utilisé des battons de brosse à balai pour montrer comment utiliser le condom. La journée a été très enrichissante pour tout le monde et le message semblait être passé assez facilement. Une chance se disaient-ils. Mais quelle surprise

quand ils sont revenu au village quelques semaines plus tard et qu'ils ont vu devant chaque entrée des cases un balai sur lequel était placé consciencieusement un préservatif, et quelle démonstration de communication ambiguë ! Les villageois ont intégré le condom comme un moyen de se protéger, mais de qui, si ce n'est des « mauvais esprits » du VIH/Sida ?

Le rôle de la communication et de l'information est capital ; La communication et l'information apparaissent clairement comme un vecteur essentiel pour briser les silences et les démentis qui brouillent considérablement toute avancée dans la lutte contre le VIH/Sida. « 40% de la santé consiste en l'échange d'informations » (OMS). *Les experts du SIDA estiment en effet que les campagnes de sensibilisation constituent le seul moyen disponible pour maîtriser l'épidémie dans les pays en développement en l'absence d'un vaccin fiable (Irving, 1998)*

2.1.3. L'Ouganda, exemple d'une campagne de sensibilisation et d'information réussie

L'Ouganda est le premier pays d'Afrique subsaharienne ayant réussi à stabiliser le taux de prévalence des personnes atteintes par le VIH/Sida à 5,4% après une chute spectaculaire dans les années 1990 (Onusida, 2008).

Cette stabilisation est le résultat d'une combinaison de plusieurs facteurs déterminants : la volonté des dirigeants politiques de s'impliquer dans le combat, la transparence au sujet de la pandémie par une maximisation de la communication sans tabou, une campagne multisectorielle avec la participation de nombreux acteurs privées et publiques et une politique gouvernementale de décentralisation efficiente (Kirungi, 2001).

Le succès de la campagne de sensibilisation tient nettement dans la prise en compte de la spécificité culturelle du public et la personnalisation du message qui visait avant tout un changement de comportement « à risque ». En plus d'une distribution massive de préservatif, les campagnes d'information ont été lancées en s'appuyant sur divers canaux de transmission : radio, télévision, presse, visuel (affiches et dépliants). Et dans les zones rurales, là où la portée technologique est faible, il y a eu sollicitation des services sociaux locaux, l'organisation de pièce de théâtre, les églises et les écoles, les centres communautaires ont été mobilisés. Un système décentralisé de Conseils locaux a été mis en place au niveau communal et départemental (Kirunga, 2001). *On est allé dans les villages pour inviter les habitants à se faire tester. On a aussi prodigué à nos membres des soins à domicile et des conseils [...] On a donc encouragé nos membres à former des associations locales pour s'entraider. Les mesures d'intervention sont plus efficaces et plus durables lorsqu'elles sont prises au niveau le plus bas, dans nos propres maisons* (extrait de Kirunga, 2001).

Il ressort dans une enquête publiée par Albright (2007) que les canaux les plus usités ont été la radio et le théâtre. La campagne ne visait pas uniquement les messages directs de prévention, elle avait également pour but de dévoiler des pratiques culturelles douteuses et à les faire accepter comme dangereuses et vecteurs de prolifération du VIH/Sida.

Le cas de l'Ouganda illustre très clairement qu'une campagne efficace est une campagne ciblée. On n'attrape pas des mouches avec du vinaigre, si vous me permettez l'expression, autrement dit, s'il y a volonté de sensibiliser les personnes, et les jeunes en particuliers, à modifier leurs comportements jugés à risque, alors il faut tenir compte de leurs spécificités.

2.2 La lutte contre les pesticides périmés, ou le besoin d'une communication continue

La diffusion du savoir agricole pour développer le secteur est un atout important dans la lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne. D'autant plus que l'agriculture est un secteur dominant dans l'économie des pays africains, et participe généralement à plus de 30% du PIB national (Sarwat Hussein, 2007). Les enjeux de la propagation et du partage des découvertes scientifiques au niveau agricole sont nombreux, ils permettent à court terme comme à moyen terme d'améliorer la productivité agricole et la gestion des ressources, d'améliorer la santé de la population en luttant contre la malnutrition, de diminuer l'immigration et l'exode rurale, de favoriser le commerce domestique et extérieur, etc. (Gueye, 2002).

Mais sous ses airs salvateurs, le progrès peut devenir destructeur : le continent africain en a fait les frais. Alors que les pesticides semblaient être la solution miracle pour lutter contre les fléaux du monde agricole comme les maladies des cultures et les nuées de criquets pèlerins, l'accumulation et le stockage de ces produits sur une échelle de temps relativement longue a rendu la situation alarmante. Quelques 50 000 tonnes de produits toxiques et périmés seraient accumulées dans tout le continent, entraînant des conséquences irréversibles sur l'homme autant que sur son environnement (Sarwat Hussein, 2007). Dans ces stocks figurent des substances bien connues pour leur dangerosité : la dieldrine, le DDT et le chlordane.

En vue de combattre efficacement la contamination des sols, des eaux, des animaux et inévitablement des hommes, plusieurs initiatives internationales ont vu le jour, soutenues et financées notamment par la FAO (l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et la Banque Mondiale. L'ASP, par exemple, est le Programme d'élimination des stocks de pesticides périmés en Afrique qui réunit une multitude d'acteurs privés et publics, d'institutions internationales. Les méthodes de communication de l'ASP prennent en compte les spécificités du public : programme radio, pièces de théâtre et sketches locaux, cinéma mobile. Il est prévu de mettre en place des cellules de suivi des stocks au sein des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement des pays membres (ils sont au nombre de sept pour la première partie du programme: Mali, Nigéria, Ethiopie, Tanzanie, Tunisie, Maroc et Afrique du Sud)

Les interventions de décontamination et d'assainissement sont extrêmement coûteuses (l'ASP estime les coûts à 250 millions de dollars). L'une des entraves à l'efficacité des initiatives de nettoyage est l'absence d'incinérateurs à haute température ; les pesticides doivent être envoyés en Europe.

Bien que l'utilisation de pesticide soit inférieure en Afrique que dans le reste du monde, la formation des agriculteurs, petits et grands exploitants, et une communication efficiente sur l'usage des pesticides s'avère indispensable.

2.3. Le dépistage de la grippe A-H1N1, ou l'incapacité technique et technologique de la sous-région à y faire face

De manière assez anecdotique, je me suis demandé comment l'information concernant la grippe A-H1N1 a été diffusée et a été traitée en Afrique subsaharienne. En Europe, nous avons tous été témoin du tournant technologique et communicationnel que nous avons entamé : la rapidité à laquelle l'information a circulé en est la preuve. Mais qu'en est-il en Afrique subsaharienne ?

Au niveau continental, près de deux milliards de personnes pourraient être affectées, le taux le plus important sur les cinq continents. La grippe porcine a déjà touché plus de 4 000 personnes et le bilan s'élèverait à 49 morts, principalement au Mexique, aux Etats-Unis, au Canada. Mais si ce virus arrivait en Afrique, les conditions sanitaires précaires de nombreuses régions lui offriraient un vaste champ de propagation. (D'après <http://gaboneco.com>⁷)

Les dépêches sur lesquelles je me suis référée sont unanimes : l'Afrique n'est pas prête à faire face à une pandémie de plus ; les laboratoires ne sont pas équipés en vue d'analyser les cas suspects, les vaccins sont trop chers, les conditions de vie en milieu urbains accroissent le risque de contamination : densité urbaine intense, mouvements internationaux importants, niveau d'insalubrité excessif pour envisager un contrôle de l'épidémie. Alors qu'aucun cas n'a encore été confirmé, les experts locaux en sont à se demander si c'est une question de chance ou le déficit de centre d'analyse équipé.

Je suis très surpris qu'aucun cas n'ait encore été signalé ici ; le manque de capacités de diagnostic en est une raison manifeste », a déclaré Kariuki Njenga, directeur du laboratoire du Kenya Medical Research Institute (KEMRI), financé par les Centres de contrôle des maladies, à Nairobi, capitale kenyane. « A cause de cela, nous sommes exposés à un risque d'erreur dans le signalement [des cas] et de détection tardive de l'infection ...Le temps qu'on découvre la propagation de la maladie, il pourrait être trop tard » (d'après reliefweb.int⁸).

L'ONU a répertorié onze laboratoires capables de diagnostiquer la grippe A-H1N1 : en Algérie, au Cameroun, en République Centrafricaine, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Nigéria, au Rwanda, au Sénégal, en Afrique du Sud et en Ouganda.

Aujourd'hui, bien que l'état de pandémie ait été officiellement déclaré, l'Afrique subsaharienne n'a pas officialisé de cas de contamination.

CONCLUSION

L'analyse ciblée de trois problématiques de communications scientifiques en Afrique subsaharienne – la lutte contre le VIH/Sida, le nettoyage des pesticides périmés et le dépistage de la grippe A-H1N1- démontre à quel point la notion de spécificité culturelle et technologique est primordiale, et cela d'autant plus lorsque la transmission scientifique fait office de moteur de développement. Le cas de l'Ouganda est significatif : lorsque les initiatives de communication pour lutter contre un fléau tel que le VIH/Sida sont réfléchies, soutenues par les autorités et déployées massivement par une multitude de canaux d'information adaptés aux publics, les résultats sont édifiants.

Le constat est évident : communiquer la science est essentiel pour minimiser risques et désastres, pauvreté et régression. La communication scientifique en Afrique subsaharienne trace son chemin, correctement pourrait-on dire. Il reste maintenant au secteur de la recherche à trouver sa route vers le succès. Sans détour.

⁷ Voir http://gaboneco.com/show_article.php?IDActu=13500, consulté le 4 juin 2009

⁸ Voir <http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/VDUX-7RXPJS?OpenDocument>, consulté le 4 juin 2009

BIBLIOGRAPHIE

- Dorling D., Newman M., Barford A. (2008), *Atlas du monde réel : cartographier nos modes de vie*, Editions de la Martinière, 400p.
- Gaillard J. (2002), *Entre sciences et subsistance quel avenir pour les chercheurs africains ?*, numéro spécial Afrique Oléagineux, Corps gras, lipides
- Gueye B. (2002), *Enjeux et difficultés d'une culture scientifique et technique en milieu rural africain*, ENS Dakar, Sénégal
- Irving J. (1998), « Le Sida touche surtout les jeunes », Afrique Relance vol.12 n°3, Nations Unies
- Kirungi F. (2001), « L'Ouganda fait reculer le Sida », Afrique Relance vol.15 n°1-2, Nations Unies
- Mwaur P. (1999), « L'Unesco appuie les sciences en Afrique », Afrique Relance vol.12 n°4, Nations Unies
- Renaud P. (2001), « Internet en Afrique : un immense espoir dans la jeunesse », la revue électronique Tic&développement (http://www.tic.ird.fr/article.php?id_article=152)
- Sabrié M-L (2004), « La culture scientifique au service de la science », projet FSP «Promotion de la culture scientifique dans la Zone de solidarité prioritaire », IRD
- Sarwat Hussain (2007), « Elimination des pesticides périmés dans toute l'Afrique : le Programme d'élimination des stocks de pesticides périmés en Afrique montre la voie à suivre », Banque Mondiale
- Seumo H-B (2000), « Sida, l'Afrique noire décimée », MST-SIDA

- Portail de l'Onusida :
 - o <http://www.unaids.org/fr/CountryResponse/Regions/SubSaharanAfrica.asp>

- Portail de l'Unesco :
 - o http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID%3D2050&URL_DO%3DDO_TOPIC&URL_SECTION%3D201.html

- Les Objectifs du Millénaire :
 - o <http://www.unmillenniumproject.org/documents/13-TF10-science-F.pdf>, consulté le 5 juin 2009

- La grippe A-H1N1 :
 - o http://gabonco.com/show_article.php?IDActu=13500, consulté le 4 juin 2009
 - o <http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/VDUX-7RXPJS?OpenDocument>, consulté le 4 juin 2009